

L'énergie divise l'Union Européenne

Pyrrhus gagne à Bruxelles

par Tommaso Padoa-Schioppa

Article publié dans El Corriere della Sera le 22 mars 2006

Réunis à Bruxelles, les chefs d'Etat et Gouvernement ont discuté des grandes manœuvres dans le secteur énergétique. Les chroniques parlent de comment chacun a défendu son champion national, toujours selon la même logique du litige européen ou dans le meilleur des cas, à la recherche d'un compromis entre les différents intérêts nationaux.

Le lecteur se demande si les concentrations entre entreprises énergétiques sont nécessaires, si la structure de ce secteur doit être décidée par les gouvernements ou par le marché, si la politique énergétique relève des compétences de l'Union ou des Etats Membres. Deux éléments de réflexion peuvent, à mon avis, aider à s'orienter dans ce débat.

Premièrement : *les concentrations sont souhaitables, mais elles ne sont pas toutes favorables à l'économie.* Souhaitables parce qu'elles réduisent les coûts : l'opinion des analystes est qu'en Europe trop d'entreprises se partagent le secteur énergétique. Mais ces concentrations ne jouent pas toujours en faveur de l'économie en général, c'est à dire du bien-être des familles et de la compétitivité de l'industrie.

Si deux entreprises qui se partagent un marché national décident de fusionner, le monopole qui naîtra d'une telle fusion ne fera que s'enrichir lui-même au lieu de profiter au consommateur ; au lieu de baisser les prix il va peut être les augmenter. Si au contraire chacune d'entre elles fusionne avec celle d'un autre pays qui se trouve dans la même situation, la baisse des coûts va peut être se traduire en baisse des prix. L'ouverture à un groupe étranger sera peut-être critiquée par certains au nom du patriotisme économique : mais ce sera un grand avantage pour les consommateurs. Souvent on dit qu'une grande entreprise dans le secteur de l'énergie constitue une richesse pour le pays. C'est vrai, et c'est du vrai patriotisme, si c'est l'entreprise qui contribue à la richesse du pays et non pas le contraire.

Deuxièmement : *le marché ne suffit pas, mais la politique doit être européenne et non seulement nationale.* Dans tout pays, la question de l'énergie touche aux problèmes de sécurité et de relations internationales et non pas uniquement aux problèmes d'ordre industriel. Peu importe si pétrole, électricité, gaz ou réseaux de distribution sont publics ou privés. Politique énergétique et politique *tout court* sont indissociables, même si ce n'est pas toujours facile de comprendre laquelle des deux influence l'autre : cela valait hier pour Enrico

Mattei, et vaut aujourd'hui pour Bush, Putin et Schröder (avant et après la conclusion de son mandat). Dans le domaine de l'énergie le libre marché n'existe pas.

Les pays européens sont désormais trop petits pour pouvoir mettre en œuvre une politique énergétique efficace ; cela est vrai pour l'Allemagne et la France aussi bien que pour l'Estonie ou l'Irlande. Etats-Unis, Chine, Inde et Europe sont des pays importateurs d'énergie et la sécurité des approvisionnements est au centre des leurs stratégies internationales, politiques et militaires.

En réalité l'énergie est un problème mondial et garder la politique énergétique dans les limites des frontières nationales des Etats membres est presque ridicule. Et cela pour trois raisons : les sources non renouvelables sont en train de s'épuiser ; les risques du nucléaire, quelle que soit l'opinion de chacun dans ce domaine, ignorent les frontières nationales ; les effets climatiques très graves de la combustion de minéraux fossiles menacent la planète, pas seulement tel ou tel autre pays.

Il y a une différence fondamentale entre négocier et coopérer. Dans le premier cas on trouve autour de la table de négociation autant de participants que de problèmes, parce que chacun y apporte le sien. Dans le second il existe *un seul* problème et il concerne tout le monde ; les opinions sur comment l'affronter peuvent diverger, mais l'intérêt commun n'est pas mis en discussion. Quand un problème commun est abordé comme une négociation, il est fort probable qu'au lieu de le résoudre on l'aggrave. Même celui qui gagne risque de devoir dire à la fin comme Pyrrhus, roi de l'Epire : « Une autre victoire comme celle-ci et je suis ruiné » .